



Objet : Lettre de soutien à la candidature pour l'extension Internet .AVOCAT

À l'attention de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN)

Madame, Monsieur,

L'Ordre des avocats d'Aix-en-Provence représenté par Monsieur le Bâtonnier Xavier PIETRA, souhaite par la présente exprimer son soutien à la candidature portée par le Barreau de Bordeaux, dans le cadre du programme NewgTLD 2026, en vue de la création et de l'exploitation de l'extension Internet « .AVOCAT ».

La profession d'avocat est une profession libérale, indépendante et réglementée, qui comptait en France, au 1^{er} janvier 2023, 73.998 avocats. Son accès, son exercice et sa déontologie sont encadrés par la loi du 31 décembre 1971, le décret du 27 novembre 1991 et le Règlement intérieur national. Elle repose sur des principes essentiels, au premier rang desquels figurent l'indépendance, la loyauté, la probité et le secret professionnel. Son organisation est à la fois locale et nationale. Au niveau local, chaque avocat relève d'un barreau et d'un ordre des avocats, administré par un bâtonnier et un conseil de l'ordre. Au niveau national, le Conseil National des Barreaux représente l'ensemble de la profession et unifie ses règles professionnelles. Enfin, la Conférence des bâtonniers représente les ordres des barreaux hors Paris et porte leur voix dans la gouvernance de la profession.

Dans ce contexte, l'extension « .AVOCAT » constitue une opportunité importante pour renforcer l'identification des avocats français sur Internet, garantir la confiance du public, et lutter contre les risques d'usurpation d'identité, de pratiques trompeuses en ligne et d'exercice illégal de la profession.

Aussi, nous soutenons pleinement le principe selon lequel cette extension serait réservée exclusivement aux avocats et aux structures d'exercice professionnel des avocats régulièrement inscrits au tableau d'un Barreau français, et soumis aux règles déontologiques de la profession.

Nous considérons que l'Ordre des Avocats du Barreau de Bordeaux dispose de la légitimité et de la représentativité nécessaires pour porter ce projet au nom de la

communauté des avocats français, et pour mettre en œuvre une gouvernance garantissant le respect des principes d'éligibilité et de contrôle associés à l'utilisation de l'extension « .AVOCAT ».

En conséquence, L'Ordre des avocats d'Aix-en-Provence représentant 946 avocats - apporte son soutien à cette candidature et encourage l'ICANN à reconnaître le caractère communautaire de cette extension (« Community gTLD »), destinée à servir l'intérêt de la profession d'avocat et la protection du public.

Nous restons à disposition pour toute information complémentaire.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.



Xavier PIETRA
Bâtonnier de l'Ordre



Subject: Letter of support for the application for the .AVOCAT Internet extension

To the attention of the Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN)

Dear Sir or Madam,

The Bar Association of Aix en Provence, represented by Monsieur le Bâtonnier Xavier PIETRA, hereby wishes to express its support for the application submitted by the Bordeaux Bar Association, within the framework of the 2026 New gTLD Program, for the creation and operation of the “.AVOCAT” Internet extension.

The profession of « avocat » is a liberal, independent and regulated profession, which, in France, counted 73,998 lawyers as of 1 January 2023. Access to the profession, its practice and its professional ethics are governed by the Law of 31 December 1971, the Decree of 27 November 1991 and the National Internal Regulations. The profession is based on essential principles, foremost among which are independence, loyalty, integrity and professional secrecy.

Its organisation is both local and national. At the local level, each « avocat » is attached to a Bar and a Bar Association, administered by a President of the Bar and a Bar Council. At the national level, the National Bar Council represents the profession as a whole and harmonises its professional rules. Lastly, the Conference of Presidents of the Bar represents the Bar Associations outside Paris and conveys their voice in the governance of the profession.

In this context, the “.AVOCAT” extension represents an important opportunity to strengthen the identification of French « avocats » on the Internet, to guarantee public trust, and to combat the risks of identity theft, misleading online practices and the illegal practice of the profession.

Accordingly, we fully support the principle that this extension should be reserved exclusively for « avocats » and professional practice structures of « avocats » duly registered on the roll of a French Bar, and subject to the professional ethical rules of the profession.

We consider that the Bordeaux Bar Association has the legitimacy and representativeness required to lead this project on behalf of the French « avocats » community, and to implement governance ensuring compliance with the eligibility and control principles associated with the use of the “.AVOCAT” extension.

Consequently, the Bar Association of Aix en Provence representing 946 lawyers — supports this application and encourages ICANN to recognise the community-based nature of this extension (“Community gTLD”), intended to serve the interests of the « avocat » profession and the protection of the public.

We remain at your disposal should you require any further information.

Yours faithfully,



Xavier PIETRA
Bâtonnier de l'Ordre

Objet : Lettre de soutien à la candidature pour l'extension Internet .AVOCAT

À l'attention de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN)

Madame, Monsieur,

L'Ordre des avocats du la Lyon, représenté par Maître Hubert MORTEMARD de BOISSE, Bâtonnier, souhaite par la présente exprimer son soutien à la candidature portée par le Barreau de Bordeaux, dans le cadre du programme NewgTLD 2026, en vue de la création et de l'exploitation de l'extension Internet « .AVOCAT ».

La profession d'avocat est une profession libérale, indépendante et réglementée, qui comptait en France, au 1^{er} janvier 2023, 73.998 avocats. Son accès, son exercice et sa déontologie sont encadrés par la loi du 31 décembre 1971, le décret du 27 novembre 1991 et le Règlement intérieur national. Elle repose sur des principes essentiels, au premier rang desquels figurent l'indépendance, la loyauté, la probité et le secret professionnel. Son organisation est à la fois locale et nationale. Au niveau local, chaque avocat relève d'un barreau et d'un ordre des avocats, administré par un bâtonnier et un conseil de l'ordre. Au niveau national, le Conseil National des Barreaux représente l'ensemble de la profession et unifie ses règles professionnelles. Enfin, la Conférence des bâtonniers représente les ordres des barreaux hors Paris et porte leur voix dans la gouvernance de la profession.

Dans ce contexte, l'extension « .AVOCAT » constitue une opportunité importante pour renforcer l'identification des avocats français sur Internet, garantir la confiance du public, et lutter contre les risques d'usurpation d'identité, de pratiques trompeuses en ligne et d'exercice illégal de la profession.

Aussi, nous soutenons pleinement le principe selon lequel cette extension serait réservée exclusivement aux avocats et aux structures d'exercice professionnel des avocats régulièrement inscrits au tableau d'un Barreau français, et soumis aux règles déontologiques de la profession.

Nous considérons que l'Ordre des Avocats du Barreau de Bordeaux dispose de la légitimité et de la représentativité nécessaires pour porter ce projet au nom de la communauté des avocats français, et pour mettre en œuvre une gouvernance

garantissant le respect des principes d'éligibilité et de contrôle associés à l'utilisation de l'extension « .AVOCAT ».

En conséquence, L'Ordre des avocats de la Lyon apporte son soutien à cette candidature et encourage l'ICANN à reconnaître le caractère communautaire de cette extension (« Community gTLD »), destinée à servir l'intérêt de la profession d'avocat et la protection du public.

Nous restons à disposition pour toute information complémentaire.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.



Maître Hubert MORTEMARD de BOISSE
Bâtonnier de Lyon
Ordre des avocats de Lyon
176 rue de Créqui
69484 Lyon cedex 03
FRANCE

Subject: Letter of support for the application for the .AVOCAT Internet extension

To the attention of the Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN)

Dear Sir or Madam,

The Bar Association of Lyon represented by Mr. Hubert MORTEMARD de BOISSE President of the Bar association, hereby wishes to express its support for the application submitted by the Bordeaux Bar Association, within the framework of the 2026 New gTLD Program, for the creation and operation of the “.AVOCAT” Internet extension.

The profession of « avocat » is a liberal, independent and regulated profession, which, in France, counted 73,998 lawyers as of 1 January 2023. Access to the profession, its practice and its professional ethics are governed by the Law of 31 December 1971, the Decree of 27 November 1991 and the National Internal Regulations. The profession is based on essential principles, foremost among which are independence, loyalty, integrity and professional secrecy.

Its organization is both local and national. At the local level, each « avocat » is attached to a Bar and a Bar Association, administered by a President of the Bar and a Bar Council. At the national level, the National Bar Council represents the profession as a whole and harmonises its professional rules. Lastly, the Conference of Presidents of the Bar represents the Bar Associations outside Paris and conveys their voice in the governance of the profession.

In this context, the “.AVOCAT” extension represents an important opportunity to strengthen the identification of French « avocats » on the Internet, to guarantee public trust, and to combat the risks of identity theft, misleading online practices and the illegal practice of the profession.

Accordingly, we fully support the principle that this extension should be reserved exclusively for « avocats » and professional practice structures of « avocats » duly registered on the roll of a French Bar, and subject to the professional ethical rules of the profession.

We consider that the Bordeaux Bar Association has the legitimacy and representativeness required to lead this project on behalf of the French « avocats » community, and to implement governance ensuring compliance with the eligibility and control principles associated with the use of the “.AVOCAT” extension.

Consequently, the Bar Association of Lyon supports this application and encourages ICANN to recognise the community-based nature of this extension (“Community gTLD”), intended to serve the interests of the « avocat » profession and the protection of the public.

We remain at your disposal should you require any further information.

Yours faithfully,



Mr. Hubert MORTEMARD de BOISSE
President of the Bar association of Lyon
Ordre des avocats de Lyon
176 rue de Créqui
69484 Lyon cedex 03
FRANCE

www.barreaulyon.com

Contact : Caroline Erny
Mail : cerny@barreaumarseille.fr

Internet Corporation for Assigned
Names and Numbers (ICANN)

Par mail :

Marseille, le 23 juillet 2026

Objet : *Lettre de soutien à la candidature pour l'extension Internet .AVOCAT*

À l'attention de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN)

Madame, Monsieur,

L'Ordre des avocats de Marseille représenté par Madame la Bâtonnière Marie-Dominique POINSO-POURTAL et Monsieur le Vice-Bâtonnier Jean-Michel OLLIER, souhaite par la présente exprimer son soutien à la candidature portée par le Barreau de Bordeaux, dans le cadre du programme NewgTLD 2026, en vue de la création et de l'exploitation de l'extension Internet « .AVOCAT ».

La profession d'avocat est une profession libérale, indépendante et réglementée, qui comptait en France, au 1^{er} janvier 2023, 73.998 avocats. Son accès, son exercice et sa déontologie sont encadrés par la loi du 31 décembre 1971, le décret du 27 novembre 1991 et le Règlement intérieur national. Elle repose sur des principes essentiels, au premier rang desquels figurent l'indépendance, la loyauté, la probité et le secret professionnel. Son organisation est à la fois locale et nationale. Au niveau local, chaque avocat relève d'un barreau et d'un ordre des avocats, administré par un bâtonnier et un conseil de l'ordre. Au niveau national, le Conseil National des Barreaux représente l'ensemble de la profession et unifie ses règles professionnelles. Enfin, la Conférence des bâtonniers représente les ordres des barreaux hors Paris et porte leur voix dans la gouvernance de la profession.

Dans ce contexte, l'extension « .AVOCAT » constitue une opportunité importante pour renforcer l'identification des avocats français sur Internet, garantir la confiance du public, et lutter contre les risques d'usurpation d'identité, de pratiques trompeuses en ligne et d'exercice illégal de la profession.

Aussi, nous soutenons pleinement le principe selon lequel cette extension serait réservée exclusivement aux avocats et aux structures d'exercice professionnel des avocats régulièrement inscrits au tableau d'un Barreau français, et soumis aux règles déontologiques de la profession.

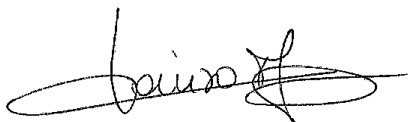
Nous considérons que l'Ordre des Avocats du Barreau de Bordeaux dispose de la légitimité et de la représentativité nécessaires pour porter ce projet au nom de la communauté des avocats français, et pour mettre en œuvre une gouvernance garantissant le respect des principes d'éligibilité et de contrôle associés à l'utilisation de l'extension « .AVOCAT ».

En conséquence, l'Ordre des avocats de Marseille représenté par Madame la Bâtonnière Marie-Dominique POINSO-POURTAL apporte son soutien à cette candidature et encourage l'ICANN à reconnaître le caractère communautaire de cette extension (« Community gTLD »), destinée à servir l'intérêt de la profession d'avocat et la protection du public.

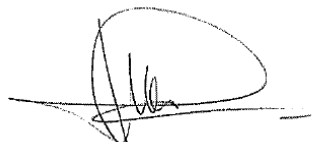
Nous restons à disposition pour toute information complémentaire.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

Marie-Dominique POINSO-POURTAL
Bâtonnière de Marseille



Jean-Michel OLLIER
Vice-Bâtonnier de Marseille



Contact : Caroline Erny
Mail : cerny@barreaumarseille.fr

Internet Corporation for Assigned
Names and Numbers (ICANN)

By email :

Marseille, 23 July 2026

Subject: *Letter of support for the application for the .AVOCAT Internet extension*

To the attention of the Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN)

Dear Sir or Madam,

The Bar Association of Marseille, represented by Marie-Dominique Poinot Pourtal, President of the Marseille Bar Association, and Jean-Michel OLLIER, Vice President of the Marseille Bar Association, hereby wishes to express its support for the application submitted by the Bordeaux Bar Association, within the framework of the 2026 New gTLD Program, for the creation and operation of the “.AVOCAT” Internet extension.

The profession of « avocat » is a liberal, independent and regulated profession, which, in France, counted 73,998 lawyers as of 1 January 2023. Access to the profession, its practice and its professional ethics are governed by the Law of 31 December 1971, the Decree of 27 November 1991 and the National Internal Regulations. The profession is based on essential principles, foremost among which are independence, loyalty, integrity and professional secrecy.

Its organisation is both local and national. At the local level, each « avocat » is attached to a Bar and a Bar Association, administered by a President of the Bar and a Bar Council. At the national level, the National Bar Council represents the profession as a whole and harmonises its professional rules. Lastly, the Conference of Presidents of the Bar represents the Bar Associations outside Paris and conveys their voice in the governance of the profession.

In this context, the “.AVOCAT” extension represents an important opportunity to strengthen the identification of French « avocats » on the Internet, to guarantee public trust, and to combat the risks of identity theft, misleading online practices and the illegal practice of the profession.

Accordingly, we fully support the principle that this extension should be reserved exclusively for « avocats » and professional practice structures of « avocats » duly registered on the roll of a French Bar, and subject to the professional ethical rules of the profession.

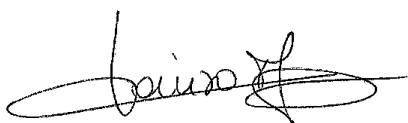
We consider that the Bordeaux Bar Association has the legitimacy and representativeness required to lead this project on behalf of the French « avocats » community, and to implement governance ensuring compliance with the eligibility and control principles associated with the use of the “.AVOCAT” extension.

Consequently, The Bar Association of Marseille representing by Marie-Dominique Poinso Pourtal, President of the Marseille Bar Association — supports this application and encourages ICANN to recognise the community-based nature of this extension (“Community gTLD”), intended to serve the interests of the « avocat » profession and the protection of the public.

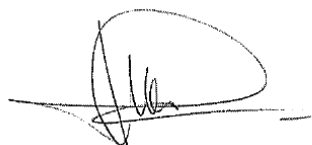
We remain at your disposal should you require any further information.

Yours faithfully,

Marie-Dominique POINSO-POURTAL
President of the Marseille Bar Association



Jean-Michel OLLIER
Vice President of the Marseille Bar Association





Objet : Lettre de soutien à la candidature pour l'extension Internet .AVOCAT

À l'attention de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN)

Madame, Monsieur,

L'Ordre des avocats de Montpellier, représenté par Monsieur le Bâtonnier Pierre LAFONT, souhaite par la présente exprimer son soutien à la candidature portée par le Barreau de Bordeaux, dans le cadre du programme NewgTLD 2026, en vue de la création et de l'exploitation de l'extension Internet « .AVOCAT ».

La profession d'avocat est une profession libérale, indépendante et réglementée, qui comptait en France, au 1er janvier 2023, 73.998 avocats. Son accès, son exercice et sa déontologie sont encadrés par la loi du 31 décembre 1971, le décret du 27 novembre 1991 et le Règlement intérieur national. Elle repose sur des principes essentiels, au premier rang desquels figurent l'indépendance, la loyauté, la probité et le secret professionnel. Son organisation est à la fois locale et nationale. Au niveau local, chaque avocat relève d'un barreau et d'un ordre des avocats, administré par un bâtonnier et un conseil de l'ordre. Au niveau national, le Conseil National des Barreaux représente l'ensemble de la profession et unifie ses règles professionnelles. Enfin, la Conférence des bâtonniers représente les ordres des barreaux hors Paris et porte leur voix dans la gouvernance de la profession.

Dans ce contexte, l'extension « .AVOCAT » constitue une opportunité importante pour renforcer l'identification des avocats français sur Internet, garantir la confiance du public, et lutter contre les risques d'usurpation d'identité, de pratiques trompeuses en ligne et d'exercice illégal de la profession.

Aussi, nous soutenons pleinement le principe selon lequel cette extension serait réservée exclusivement aux avocats et aux structures d'exercice professionnel des avocats régulièrement inscrits au tableau d'un Barreau français, et soumis aux règles déontologiques de la profession.

Nous considérons que l'Ordre des Avocats du Barreau de Bordeaux dispose de la légitimité et de la représentativité nécessaires pour porter ce projet au nom de la

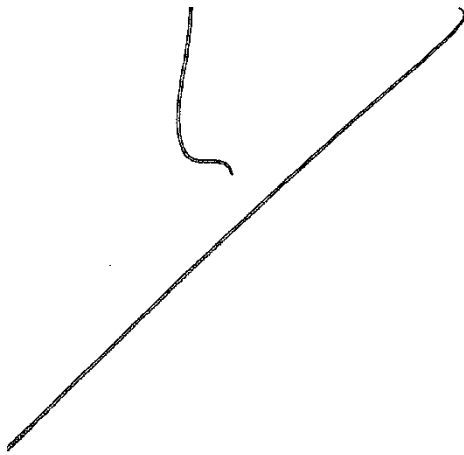
communauté des avocats français, et pour mettre en œuvre une gouvernance garantissant le respect des principes d'éligibilité et de contrôle associés à l'utilisation de l'extension « .AVOCAT ».

En conséquence, l'Ordre des avocats de Montpellier apporte son soutien à cette candidature et encourage l'ICANN à reconnaître le caractère communautaire de cette extension (« Community gTLD »), destinée à servir l'intérêt de la profession d'avocat et la protection du public.

Nous restons à disposition pour toute information complémentaire.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

M. Pierre LAFONT
Bâtonnier du Barreau du Montpellier
Maison de l'avocat
14 rue Marcel de Serres
CS 49503
34961 Montpellier CEDEX 09
France

A handwritten signature in black ink, consisting of a long, sweeping diagonal stroke from the bottom left towards the top right, with a small, curved flourish above the main stroke.



Subject: Letter of support for the application for the .AVOCAT Internet extension

To the attention of the Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN)

Dear Sir or Madam,

The Bar Association of Montpellier, represented by Pierre LAFONT, President of the Bar association, hereby wishes to express its support for the application submitted by the Bordeaux Bar Association, within the framework of the 2026 New gTLD Program, for the creation and operation of the “.AVOCAT” Internet extension.

The profession of « avocat » is a liberal, independent and regulated profession, which, in France, counted 73,998 lawyers as of 1 January 2023. Access to the profession, its practice and its professional ethics are governed by the Law of 31 December 1971, the Decree of 27 November 1991 and the National Internal Regulations. The profession is based on essential principles, foremost among which are independence, loyalty, integrity and professional secrecy.

Its organisation is both local and national. At the local level, each « avocat » is attached to a Bar and a Bar Association, administered by a President of the Bar and a Bar Council. At the national level, the National Bar Council represents the profession as a whole and harmonises its professional rules. Lastly, the Conference of Presidents of the Bar represents the Bar Associations outside Paris and conveys their voice in the governance of the profession.

In this context, the “.AVOCAT” extension represents an important opportunity to strengthen the identification of French « avocats » on the Internet, to guarantee public trust, and to combat the risks of identity theft, misleading online practices and the illegal practice of the profession.

Accordingly, we fully support the principle that this extension should be reserved exclusively for « avocats » and professional practice structures of « avocats » duly registered on the roll of a French Bar, and subject to the professional ethical rules of the profession. We consider that the Bordeaux Bar Association has the legitimacy and representativeness required to lead this project on behalf of the French « avocats »

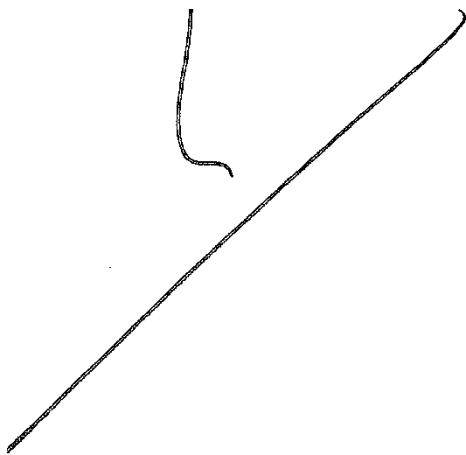
community, and to implement governance ensuring compliance with the eligibility and control principles associated with the use of the “.AVOCAT” extension.

Consequently, the Bar Association of Montpellier — supports this application and encourages ICANN to recognise the community-based nature of this extension (“Community gTLD”), intended to serve the interests of the « avocat » profession and the protection of the public.

We remain at your disposal should you require any further information.

Yours faithfully,

Me Pierre LAFONT
President of the Bar association of Montpellier
Maison de l’avocat
14 rue Marcel de Serres
CS 49503 34961 Montpellier CEDEX 09
France

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'L' shape followed by a long, sweeping diagonal stroke.



Objet : Lettre de soutien à la candidature pour l'extension Internet .AVOCAT

À l'attention de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN)

Madame, Monsieur,

L'Ordre des avocats de Rennes, représenté par Me Isabelle GARIN-VIGIER, Vice-Bâtonnière sur délégation du Bâtonnier, souhaite par la présente exprimer son soutien à la candidature portée par le Barreau de Bordeaux, dans le cadre du programme NewgTLD 2026, en vue de la création et de l'exploitation de l'extension Internet « .AVOCAT ».

La profession d'avocat est une profession libérale, indépendante et réglementée, qui comptait en France, au 1er janvier 2023, 73.998 avocats. Son accès, son exercice et sa déontologie sont encadrés par la loi du 31 décembre 1971, le décret du 27 novembre 1991 et le Règlement intérieur national. Elle repose sur des principes essentiels, au premier rang desquels figurent l'indépendance, la loyauté, la probité et le secret professionnel. Son organisation est à la fois locale et nationale. Au niveau local, chaque avocat relève d'un barreau et d'un ordre des avocats, administré par un bâtonnier et un conseil de l'ordre. Au niveau national, le Conseil National des Barreaux représente l'ensemble de la profession et unifie ses règles professionnelles. Enfin, la Conférence des bâtonniers représente les ordres des barreaux hors Paris et porte leur voix dans la gouvernance de la profession.

Dans ce contexte, l'extension « .AVOCAT » constitue une opportunité importante pour renforcer l'identification des avocats français sur Internet, garantir la confiance du public, et lutter contre les risques d'usurpation d'identité, de pratiques trompeuses en ligne et d'exercice illégal de la profession.

Aussi, nous soutenons pleinement le principe selon lequel cette extension serait réservée exclusivement aux avocats et aux structures d'exercice professionnel des avocats régulièrement inscrits au tableau d'un Barreau français, et soumis aux règles déontologiques de la profession.

Nous considérons que l'Ordre des Avocats du Barreau de Bordeaux dispose de la légitimité et de la représentativité nécessaires pour porter ce projet au nom de la communauté des avocats français, et pour mettre en œuvre une gouvernance garantissant le respect des principes d'éligibilité et de contrôle associés à l'utilisation de l'extension « .AVOCAT ».

En conséquence, L'Ordre des avocats de Rennes apporte son soutien à cette candidature et encourage l'ICANN à reconnaître le caractère communautaire de cette extension (« Community gTLD »), destinée à servir l'intérêt de la profession d'avocat et la protection du public.

Nous restons à disposition pour toute information complémentaire.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

Me Isabelle GARIN-VIGIER

Vice-Bâtonnière sur délégation du Bâtonnier du Barreau de Rennes

Ordre des Avocats

6 rue Hoche

35000 RENNES

A handwritten signature in dark ink, consisting of a series of fluid, overlapping loops and strokes, characteristic of a cursive or semi-cursive script.



Subject: Letter of support for the application for the .AVOCAT Internet extension

To the attention of the Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN)

Dear Sir or Madam,

The Bar Association of Rennes, represented by Isabelle GARIN-VIGIER, Vice-President of the Bar association, hereby wishes to express its support for the application submitted by the Bordeaux Bar Association, within the framework of the 2026 New gTLD Program, for the creation and operation of the “.AVOCAT” Internet extension.

The profession of « avocat » is a liberal, independent and regulated profession, which, in France, counted 73,998 lawyers as of 1 January 2023. Access to the profession, its practice and its professional ethics are governed by the Law of 31 December 1971, the Decree of 27 November 1991 and the National Internal Regulations. The profession is based on essential principles, foremost among which are independence, loyalty, integrity and professional secrecy.

Its organisation is both local and national. At the local level, each « avocat » is attached to a Bar and a Bar Association, administered by a President of the Bar and a Bar Council. At the national level, the National Bar Council represents the profession as a whole and harmonises its professional rules. Lastly, the Conference of Presidents of the Bar represents the Bar Associations outside Paris and conveys their voice in the governance of the profession.

In this context, the “.AVOCAT” extension represents an important opportunity to strengthen the identification of French « avocats » on the Internet, to guarantee public

trust, and to combat the risks of identity theft, misleading online practices and the illegal practice of the profession.

Accordingly, we fully support the principle that this extension should be reserved exclusively for « avocats » and professional practice structures of « avocats » duly registered on the roll of a French Bar, and subject to the professional ethical rules of the profession. We consider that the Bordeaux Bar Association has the legitimacy and representativeness required to lead this project on behalf of the French « avocats » community, and to implement governance ensuring compliance with the eligibility and control principles associated with the use of the “.AVOCAT” extension.

Consequently, the Bar Association of Rennes — supports this application and encourages ICANN to recognise the community-based nature of this extension (“Community gTLD”), intended to serve the interests of the « avocat » profession and the protection of the public.

We remain at your disposal should you require any further information.

Yours faithfully,

Me Isabelle GARIN-VIGIER
Vice-President of the Bar association of Rennes
Ordre des Avocats
6 rue Hoche
35000 RENNES

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, stylized 'G' followed by a horizontal stroke.



Objet : Lettre de soutien à la candidature pour l'extension Internet .AVOCAT

À l'attention de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN)

Madame, Monsieur,

L'Ordre des avocats du Val de Marne, représenté par François-Xavier LUCAS, Bâtonnier, souhaite par la présente exprimer son soutien à la candidature portée par le Barreau de Bordeaux, dans le cadre du programme NewgTLD 2026, en vue de la création et de l'exploitation de l'extension Internet « .AVOCAT ».

La profession d'avocat est une profession libérale, indépendante et réglementée, qui comptait en France, au 1er janvier 2023, 73.998 avocats. Son accès, son exercice et sa déontologie sont encadrés par la loi du 31 décembre 1971, le décret du 27 novembre 1991 et le Règlement intérieur national. Elle repose sur des principes essentiels, au premier rang desquels figurent l'indépendance, la loyauté, la probité et le secret professionnel. Son organisation est à la fois locale et nationale. Au niveau local, chaque avocat relève d'un barreau et d'un ordre des avocats, administré par un bâtonnier et un conseil de l'ordre. Au niveau national, le Conseil National des Barreaux représente l'ensemble de la profession et unifie ses règles professionnelles. Enfin, la Conférence des bâtonniers représente les ordres des barreaux hors Paris et porte leur voix dans la gouvernance de la profession.

Dans ce contexte, l'extension « .AVOCAT » constitue une opportunité importante pour renforcer l'identification des avocats français sur Internet, garantir la confiance du public, et lutter contre les risques d'usurpation d'identité, de pratiques trompeuses en ligne et d'exercice illégal de la profession.

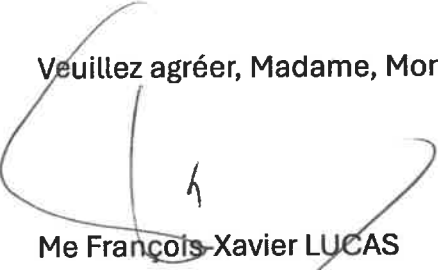
Aussi, nous soutenons pleinement le principe selon lequel cette extension serait réservée exclusivement aux avocats et aux structures d'exercice professionnel des avocats régulièrement inscrits au tableau d'un Barreau français, et soumis aux règles déontologiques de la profession.

Nous considérons que l'Ordre des Avocats du Barreau de Bordeaux dispose de la légitimité et de la représentativité nécessaires pour porter ce projet au nom de la communauté des avocats français, et pour mettre en œuvre une gouvernance garantissant le respect des principes d'éligibilité et de contrôle associés à l'utilisation de l'extension « .AVOCAT ».

En conséquence, L'Ordre des avocats du Val de Marne apporte son soutien à cette candidature et encourage l'ICANN à reconnaître le caractère communautaire de cette extension (« Community gTLD »), destinée à servir l'intérêt de la profession d'avocat et la protection du public.

Nous restons à disposition pour toute information complémentaire.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.



Me François-Xavier LUCAS
Bâtonnier du Barreau du Val de Marne
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE CRÉTEIL
PLACE DU PALAIS
CRETEIL CEDEX 94000
FRANCE



Subject: Letter of support for the application for the .AVOCAT Internet extension

To the attention of the Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN)

Dear Sir or Madam,

The Bar Association of Val de Marne, represented by François-Xavier LUCAS, President of the Bar association, hereby wishes to express its support for the application submitted by the Bordeaux Bar Association, within the framework of the 2026 New gTLD Program, for the creation and operation of the “.AVOCAT” Internet extension.

The profession of « avocat » is a liberal, independent and regulated profession, which, in France, counted 73,998 lawyers as of 1 January 2023. Access to the profession, its practice and its professional ethics are governed by the Law of 31 December 1971, the Decree of 27 November 1991 and the National Internal Regulations. The profession is based on essential principles, foremost among which are independence, loyalty, integrity and professional secrecy.

Its organisation is both local and national. At the local level, each « avocat » is attached to a Bar and a Bar Association, administered by a President of the Bar and a Bar Council. At the national level, the National Bar Council represents the profession as a whole and harmonises its professional rules. Lastly, the Conference of Presidents of the Bar represents the Bar Associations outside Paris and conveys their voice in the governance of the profession.

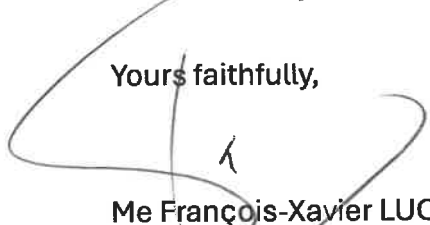
In this context, the “.AVOCAT” extension represents an important opportunity to strengthen the identification of French « avocats » on the Internet, to guarantee public trust, and to combat the risks of identity theft, misleading online practices and the illegal practice of the profession.

Accordingly, we fully support the principle that this extension should be reserved exclusively for « avocats » and professional practice structures of « avocats » duly registered on the roll of a French Bar, and subject to the professional ethical rules of the profession. We consider that the Bordeaux Bar Association has the legitimacy and representativeness required to lead this project on behalf of the French « avocats » community, and to implement governance ensuring compliance with the eligibility and control principles associated with the use of the “.AVOCAT” extension.

Consequently, the Bar Association of Val de Marne — supports this application and encourages ICANN to recognise the community-based nature of this extension (“Community gTLD”), intended to serve the interests of the « avocat » profession and the protection of the public.

We remain at your disposal should you require any further information.

Yours faithfully,



Me François-Xavier LUCAS
President of the Bar association of Val de Marne
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE CRÉTEIL
PLACE DU PALAIS
CRETEIL CEDEX 94000
FRANCE